

De vous à moi

#2

Laurent Croizier
Votre député

Ma suppléante



Laurence Cornier

Adjointe au Maire de Saint-Vit
en charge du cadre de vie,
Directrice adjointe d'un institut
de formation de professionnels
de santé.



Pour en savoir
encore plus,
Rendez-vous sur
laurentcroizier.fr
ou scannez ce QR Code



**Groupe
Démocrate**
MoDem et Indépendants

AGIR AVEC SINCÉRITÉ, DÉTERMINATION ET PRAGMATISME

Mesdames, Messieurs,

Ce journal est le reflet de mon action de député à l'Assemblée nationale et ici en circonscription. Il est aussi celui de mon état d'esprit.

J'ai eu à cœur, dès le début de mon mandat, d'être très présent sur le terrain, de multiplier les visites, les rencontres, les permanences. Ces échanges sont le moteur de mon action, ils rythment mon quotidien et celui de l'équipe qui m'entoure.

Je suis convaincu que la proximité et la réalité du terrain sont les seuls moyens de comprendre des situations très variées et de proposer les solutions les plus adaptées.

Je crois à la responsabilité et à la force du collectif. La démagogie, le populisme et le sectarisme n'ont jamais permis à aucun peuple de s'épanouir.

Après deux années d'engagement intense, ma détermination à vous accompagner, à soutenir les projets locaux et l'intérêt de notre Nation est intacte. Je vous remercie infiniment pour votre confiance.

Fidèlement, avec Vous.

Laurent CROIZIER
Votre député

UNE RÉPUBLIQUE FORTE ET JUSTE



Visite officielle du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin à Besançon.

La République ne se perd jamais quand elle cherche à assurer l'ordre et à protéger ses citoyens. Les valeurs de la République sont le ciment de notre Nation. Elles nous unissent. La liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité ne sont et ne seront jamais négociables.



Votre sécurité est une priorité de mon mandat. Plus de fermeté, plus de présence de policiers et gendarmes, pour plus de justice et mieux vivre ensemble.

SÉCURITÉ

Je suis heureux d'avoir convaincu le ministre Gérald Darmanin de la nécessité d'un **nouveau commissariat de police** à Planoise

La sécurité est un droit pour tous. En 2022, je me suis engagé auprès des habitants de Planoise à défendre la création d'un nouveau commissariat. Le ministre a annoncé cette excellente nouvelle lors de sa visite à Besançon en février dernier. Cette annonce rassure les habitants qui ont tant besoin de sérénité. Elle est la concrétisation d'un travail de près de 2 ans auprès du ministre et confirme l'investissement de l'État pour la sécurité des Bisontins.



MON ACTION > Intervention auprès du ministre de l'Intérieur pour la création d'un nouveau commissariat de police à Planoise.

TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

Les villes et les villages bénéficient de davantage de **moyens de sécurité de proximité**

- Budget du ministère de l'Intérieur **en hausse d'1 milliard d'€** en 2024 ;
- **2000 policiers et gendarmes de plus** sur le terrain en 2024 ;
- Création de **238 nouvelles brigades de gendarmerie** dont 3 implantées dans le Doubs ;
- **90 policiers supplémentaires** déployés depuis 2017 à Besançon ;
- **150 policiers supplémentaires** pour l'ensemble du département du Doubs.



J'AI VOTÉ > La loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur.

JUSTICE

Une réforme de la justice historique pour plus de rapidité et d'efficacité

La justice était le parent pauvre des politiques publiques depuis 40 ans. La loi votée améliore considérablement le service public de la justice.

- **Augmentation du budget de la justice** de plus de 40 % par rapport à 2017 ;
- **+1500 magistrats** et **+1800 greffiers** d'ici 2027 ;
- **+ 10 000 attachés de justice ;**
- **Rénovation** des palais de justice ;
- **+ 15 000 places de prison ;**
- **Réduction du délai de traitement** des procédures civiles.

J'AI VOTÉ > La loi de programmation du ministère de la Justice 2023-2027.

PÉNITENTIAIRE

La prison doit servir à mettre à l'écart ceux qui représentent un danger pour la société et permettre aux détenus de sortir de prison meilleurs que lorsqu'ils y sont entrés

Après trois décès survenus à la maison d'arrêt de Besançon, j'ai souhaité exercer mon droit de visite, rencontrer la direction, les surveillants, le personnel médical. Dix heures d'immersion pour comprendre et évoquer la surpopulation carcérale, les conditions de détention, les conditions de travail des agents pénitentiaires, la prise en charge médicale, la présence inacceptable de stupéfiants dans la prison, la tranquillité des riverains, la réinsertion des détenus et les investissements nécessaires.

MON ACTION > Rapport de visite au ministre de la Justice.

DÉFENSE

Nous devons tenir notre rang de grande puissance militaire

Nous avons la responsabilité de garantir la paix et la stabilité en Europe. L'invasion russe en Ukraine rappelle douloureusement que la France et l'Europe sont face à des menaces que nous avons cru disparues. Notre armée, composée de militaires professionnels, se doit d'être au niveau du risque d'une guerre de haute intensité. D'ici 2030, 413 milliards d'euros y seront consacrés.

- **Investissements massifs dans de nouveaux matériels** (défense sol-air, avions de combat, sous-marins nucléaires, drones...) et les nouvelles technologies (intelligence artificielle, cyberdéfense...);
- **Services de renseignements renforcés ;**
- **Augmentation de l'indemnisation des militaires blessés en opération** et accompagnement des familles endeuillées ;
- **Amélioration des conditions de vie** des familles de militaires.

J'AI VOTÉ > La loi de programmation militaire 2024-2030 et l'accord de sécurité franco-ukrainien.

Fête nationale du 14 juillet à Besançon.

**MÉMOIRE**

Ne cessons jamais d'œuvrer pour l'instruction et la transmission du souvenir et de la Mémoire

Léonel de Moustier, président du Conseil général et député du Doubs, a marqué l'histoire en refusant de voter les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain le 10 juillet 1940. Résistant, il est mort en déportation en 1945. Je suis fier de lui avoir rendu hommage et d'être à l'initiative d'une représentation en son honneur, au Palais Bourbon.

MON ACTION > Représentation du Théâtre de la Clairière de Besançon à l'Assemblée nationale en hommage à Léonel de Moustier devant les députés et 200 jeunes du SNU de 15 à 17 ans.

DROIT

Protéger les propriétaires contre l'occupation illicite de leur logement

Cette loi anti-squat était très attendue tant elle répond à des situations profondément injustes. Les sanctions envers les squatteurs sont désormais plus importantes. Le fait de s'introduire de manière illicite dans un logement est désormais puni de 3 ans de prison et de 45 000 € d'amende (contre 1 an de prison et 15 000 € d'amende auparavant). La loi contraint désormais les préfets à ordonner le recours à la force publique pour expulser le squatteur du domicile d'autrui dans un délai de 7 jours après une décision d'expulsion.

J'AI VOTÉ > La loi anti-squat.

HOMMAGE

S'attaquer à un professeur, c'est s'attaquer à la République

Je veux rendre hommage aux professeurs Samuel Paty et Dominique Bernard, lâchement assassinés par le terrorisme islamiste. Si nos professeurs sont des cibles, c'est qu'ils représentent l'idéal républicain, la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité. Ils incarnent la lutte contre l'obscurantisme. La République sera toujours forte et unie, ferme et impitoyable avec ses ennemis.

Cérémonie d'ouverture du Service National Universel à Dannemarie-sur-Crète.

**LOI IMMIGRATION**

Un texte ferme mais équilibré pour mieux intégrer les étrangers qui aiment la France et expulser ceux qui commettent des actes de délinquance

Loin des caricatures, cette loi vise à mieux contrôler l'immigration et à améliorer l'intégration en France. De nombreux secteurs de notre économie ou de nos services publics ne fonctionneraient pas sans immigration : le bâtiment, la restauration, les hôpitaux, les Ehpad, les services à la personne... Cette loi trouve l'équilibre entre la bienveillance envers les étrangers qui souhaitent s'intégrer par le travail, la langue française et le respect des valeurs de la République, et la fermeté à l'égard des délinquants qui représentent un danger pour la France.

- **Outils juridiques supplémentaires pour expulser** les étrangers délinquants ;
- **Délivrance d'un titre de séjour conditionnée** au respect des valeurs de la République ;
- **Régularisation de 10 000 travailleurs sans papiers** dans les métiers en tension ;
- **Carte de séjour « talent »** pour les médecins étrangers ;
- **Simplification des procédures d'asile** pour des réponses plus rapides ;
- **Fin de la rétention des mineurs** en centre de rétention administrative.



Cérémonie de prise de fonctions du préfet du Doubs à Besançon.

Le Service national universel est un lieu où l'amour de la France se transmet, où l'engagement au service du collectif se cultive. Je suis favorable à sa généralisation.

UNE SOCIÉTÉ FAVORISANT LA TRANSMISSION ET L'ÉPANOUISSSEMENT



Rentrée scolaire
à l'école primaire de Quingey.

Je me bats pour une école, pilier de l'émancipation et du progrès, pour une France où chacun peut grandir, étudier, vieillir et s'engager avec les mêmes chances de réussite.

ÉDUCATION

Mon combat : élever le niveau de l'école et **restaurer l'autorité des professeurs**

64,2
MILLIARDS D'EUROS

Le budget 2024 de l'Éducation nationale est en hausse de 3,9 milliards d'euros.

Il est le premier budget de l'État.

Tout commence à l'école. C'est là que se construisent l'avenir de nos enfants et celui de notre Nation. L'enjeu de bâtir une école à la hauteur des défis du XXI^e siècle est immense. Nous devons à notre jeunesse une école qui émancipe, développe les compétences, les talents, l'esprit critique, et contribue à une société plus juste et plus équitable. Or, l'école est en crise : le niveau des élèves est en baisse et l'Éducation nationale peine à recruter ses enseignants.

Nous ne réussirons à résoudre aucun des enjeux sociétaux sans ambition pour notre jeunesse, sans exigence pour la transmission des savoirs et des

compétences, sans restaurer l'autorité et le respect de nos professeurs. Il y a urgence à élever le niveau et l'exigence à l'école. Mon ambition est de redonner à l'enseignant la place qu'il mérite.

C'est un véritable esprit de reconstruction qu'il faut insuffler à l'école française. Un projet ambitieux et mobilisateur pour replacer l'école au cœur de la Nation et lui permettre de remplir pleinement sa mission.

ENSEIGNEMENT

Mes propositions pour **redonner de l'attractivité** au métier de professeur

Le métier d'enseignant traverse une crise des vocations. Recréer l'envie de devenir enseignant, redonner de l'attractivité au métier de professeur est un défi majeur. Dans une tribune publiée par le journal *Le Monde*, j'appelle à la poursuite de la revalorisation salariale des enseignants, à la reconnaissance de l'autorité et du rôle central du professeur.

● **Loi de programmation pluriannuelle de revalorisation salariale** pour une rémunération à la hauteur de la responsabilité des enseignants ;

● **Retour à un recrutement à Bac +3** en maintenant la validation du concours à BAC+5, après une période de 2 années de fonctionnaires stagiaires rémunérées au contact de professeurs expérimentés pour des enseignants mieux formés, mieux préparés à la pédagogie et aux réalités de terrain ;

● **Des classes limitées à 24 élèves de la maternelle à la classe de troisième** pour des conditions d'enseignement et d'apprentissage améliorées ;

● **Plus d'autonomie et de confiance** aux équipes pédagogiques ;

● **Des cérémonies solennelles pour cultiver le respect** de l'institution scolaire et célébrer le parcours des élèves.

HARCÈLEMENT SCOLAIRE

“ Le temps du « pas de vague » est révolu

Le harcèlement scolaire et la violence sont des fléaux. Les établissements scolaires doivent redevenir des espaces protecteurs où aucune violence, aucun harcèlement n'a sa place. Face à ces comportements de plus en plus récurrents, nous avons le devoir d'agir avec détermination et fermeté.

- Instaurer au moins une session par an de **sensibilisation aux problématiques du harcèlement et cyberharcèlement** ;
- Inclure la sensibilisation au harcèlement scolaire dans la formation des professeurs et personnels de l'Éducation nationale ;
- 30 millions d'€ pour créer des postes de référents formés à la lutte contre le harcèlement scolaire dans chaque académie (4 postes pour l'Académie de Besançon).

 **MON ACTION** > Rapport et amendements adoptés dans la loi de sécurisation et de régulation des espaces numériques et la loi de finances 2024.

FORMATION PROFESSIONNELLE

“ Refaire du lycée professionnel une voie de réussite choisie par les élèves

Nous avons réussi à transformer l'image de l'apprentissage, transformons celle du lycée professionnel. Cette voie doit redevenir un choix d'avenir reconnu par tous. La réforme engage des moyens inédits pour faire du lycée professionnel une voie de réussite.

- Modernisation des cartes de formation ;
- Création de dispositifs pour prévenir le décrochage scolaire ;
- Gratification des périodes de stage des élèves ;
- Plus de liens entre les lycées professionnels et les acteurs économiques.

 **MON ACTION** > Participation au groupe de travail mis en place par la ministre chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels.

VIE ÉTUDIANTE

“ Pour que le coût de la vie ne soit jamais une barrière aux études

Nous avons besoin d'une réforme des bourses étudiantes à la hauteur de l'urgence sociale que vivent certains étudiants. Les inégalités ne doivent en aucun cas être un frein aux études et à la réussite.

- 500 millions d'€ pour améliorer le système des bourses et offrir de meilleures conditions à nos étudiants ;
- Le montant des bourses a augmenté de 370 € par an ;
- Maintien des repas à 1 € pour les étudiants boursiers ou en situation de précarité et 3,30 € pour tous les autres étudiants.

ÉCOLE INCLUSIVE

“ Agissons pour l'accompagnement des élèves en situation de handicap


- 4800 postes d'accompagnants d'enfants en situation de handicap (AESH) supplémentaires ;
- 240 millions d'€ consacrés à leur revalorisation salariale.

 **J'AI VOTÉ** > Les crédits pour l'enseignement scolaire du projet de loi de finances 2024.

SPORT

“ Je refuse qu'un sportif atteint du diabète ait à négocier ses injections d'insuline


Plus de 4 millions de Français sont atteints de diabète. Cela ne doit pas empêcher d'avoir des rêves. J'ai été choqué que le tournoi de Roland Garros refuse à un tennisman de s'injecter de l'insuline sur le court alors que la France porte haut et fort les valeurs d'inclusion.

 **MON ACTION** > Intervention auprès de la ministre des Sports et du ministre de la Santé afin de m'assurer que, durant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, les athlètes diabétiques soient autorisés à s'administrer librement leur traitement.

ENGAGEMENT ASSOCIATIF

“ Exonération de la taxe d'habitation pour les associations

Les associations constituent l'un des piliers de l'animation de nos communes, du soutien aux plus fragiles, de l'accès au sport, à la culture, à la vie citoyenne et démocratique. Certaines étaient assujetties à la taxe d'habitation. Je me devais de changer cette anomalie.

 **MON ACTION** > Amendement au projet de loi de finances 2024 pour donner la possibilité aux communes d'exonérer les locaux des associations.




Visite annuelle au CHU de Besançon

SANTÉ

“ Lutter contre les déserts médicaux et améliorer l'accès aux soins


De plus en plus de citoyens rencontrent des difficultés d'accès aux soins. 6 millions de Français n'ont pas de médecin traitant et 30 % vivent dans un désert médical.

 **J'AI VOTÉ** > La loi portant amélioration de l'accès aux soins.

EHPAD

“ Pour une meilleure prise en charge de nos aînés


- Garantir le droit de visite des familles et des proches pour lutter contre l'isolement ;
- Accueil des animaux de compagnie des résidents ;
- Prévenir la perte d'autonomie ;
- Mieux signaler les maltraitances ;
- Mieux rémunérer le travail des aides à domicile.

 **MON ACTION** > Vote de la loi relative au grand âge et à l'autonomie ; Intervention en faveur des travaux de rénovation du service gériatrie du CHU de Besançon.

SOUVERAINETÉ EN SANTÉ

“ Produire des médicaments dans le Grand Besançon

Besançon est en pointe en matière de recherche et développement de médicaments innovants issus des biotechnologies. Il faut désormais passer à l'étape de la production si nous ne voulons pas prendre le risque que les technologies bisontines s'exportent dans d'autres régions ou à l'étranger.

 **MON ACTION** > Intervention auprès du Président de la République Emmanuel Macron pour l'inviter à intégrer le Grand Besançon dans le plan France 2030, qui porte l'objectif de produire en France 20 biomédicaments.

“ Inscription du droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution française

C'est avec une immense fierté que j'ai voté le 4 mars 2024 en faveur de l'inscription du droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution française. Par ce vote historique, nous protégeons la loi portée par Simone Veil, 50 ans après son adoption et nous inscrivons le droit des femmes à disposer de leur corps comme une liberté fondamentale. Soyons fiers que la France devienne le premier pays du monde à faire figurer l'interruption volontaire de grossesse dans sa Constitution.

 **J'AI VOTÉ** > Le projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse.

POUR UNE ÉCONOMIE PRODUCTIVE ET VERTUEUSE



Visite de l'entreprise
MANTION à Besançon.

Je crois en une société qui valorise l'engagement et le travail. J'ai à cœur de soutenir nos entreprises, nos artisans, nos associations. Favoriser l'emploi et l'esprit d'initiative est le meilleur moyen de renforcer la solidarité.

EMPLOI

Mieux accompagner les demandeurs d'emploi

La loi pour le Plein emploi vise à accompagner plus efficacement les personnes les plus éloignées de l'emploi et les entreprises avec l'objectif de réduire le chômage autour de 5 % d'ici 2027.

- **Création de « France Travail »** en remplacement de « Pôle Emploi » avec des missions d'accompagnement renforcées ;
- **Contrat d'engagement pour les allocataires du RSA**, précisant les objectifs d'insertion sociale et professionnelle et une obligation d'au moins 15 heures d'accompagnement par semaine (formation, entretiens...) ;
- **Facilitation de l'accès à l'emploi des travailleurs en situation de handicap** ;
- 200 000 nouvelles places d'accueil du jeune enfant pour **favoriser la reprise d'emploi des parents**.

J'AI VOTÉ > La loi pour le Plein emploi.

PARTAGE DE LA VALEUR

Mieux associer les salariés aux performances de leur entreprise

Les dispositifs de partage de la valeur sont désormais simplifiés et généralisés. Seuls 20 % des salariés des PME étaient auparavant couverts par un accord de participation ou d'intéressement aux résultats de leur entreprise.

- Versement jusqu'à **deux primes de partage de la valeur exonérées de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu** dans l'année ;
- **Extension aux PME** des dispositifs de participation et d'intéressement ;
- Obligation de négociation sur les **bénéfices exceptionnels pour les entreprises de plus de 50 salariés** ;
- **Création d'un plan de partage** de la valorisation de l'entreprise.

J'AI VOTÉ > La loi sur le partage de la valeur dans les entreprises.

EMPLOI DES SENIORS

Inciter au maintien des seniors en entreprise

En France, seuls 33 % des 60 à 63 ans sont en emploi. Nous nous privons de l'expérience et de la transmission des compétences entre générations. Je souhaite une prise de conscience et la construction d'un pacte social sur les parcours professionnels et l'emploi des seniors.

MON ACTION > Dépôt d'un amendement visant à instaurer un bonus-malus sur le taux d'emploi des seniors dans les entreprises.

SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

Et si on simplifiait la vie des entreprises ?

Il y a, en France, trop de normes, trop de règles et trop de paperasse. Je suis convaincu qu'alléger les contraintes administratives des entreprises favorise la croissance et l'emploi. Un texte de loi pour la croissance et la simplification administrative des entreprises est en préparation.

MON ACTION > Organisation d'un atelier sur la simplification administrative des entreprises à la CCI de Besançon : 60 propositions de simplification administrative transmises au ministre de l'Économie Bruno Le Maire.

INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT

Le déploiement de la fibre optique, enjeu de développement des communes

Je suis, avec beaucoup d'intérêt et d'exigence, les retards de déploiement de la fibre optique. Dans ma circonscription, les communes de Mazerolles-le-Salins, Osselle-Routelle, Pugy, Rancenay, les quartiers Velotte et Vallières de Besançon accusent du retard. Un accord avec l'opérateur Orange pour un rattrapage d'ici fin 2024 a récemment été signé. Je veillerai à ce que l'opérateur tienne ses engagements.

MON ACTION > Intervention auprès de la secrétaire d'État chargée du Numérique.

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

« L'Allemagne, en sortant du nucléaire sous la pression des écologistes, est contrainte de réactiver 15 centrales à charbon au bilan carbone désastreux. La France fait le choix du nucléaire, des énergies renouvelables, de l'industrie verte et de la rénovation énergétique.

SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE

« Avec le nucléaire, la France fait le choix de la souveraineté et de l'indépendance énergétique

Cette loi a pour objectif de faciliter le développement de l'énergie nucléaire afin de réduire notre empreinte carbone et de renforcer la sécurité nucléaire.

- Construction de **6 nouveaux réacteurs EPR2** ;
- Études pour la **construction de 8 réacteurs supplémentaires** ;
- **Sanctions pénales renforcées** en cas d'intrusion ;
- Prise en compte du dérèglement climatique et de la **cybersécurité dans les procédures de contrôle**.

✓ **J'AI VOTÉ** > La loi relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites existants.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

« Accélérons la production d'énergies renouvelables

Il s'agit d'organiser et planifier notre mix énergétique pour atteindre la neutralité carbone et la souveraineté énergétique.

- **Multiplier par 10 la production d'énergie solaire** en France d'ici 2050.

✓ **J'AI VOTÉ** > La loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables.

LOGEMENT

1,6
MILLIARD D'€

supplémentaires pour financer la rénovation énergétique des logements.

FILIÈRE FORÊT ET BOIS

« Je défends la filière bois qui crée de la valeur ajoutée locale

Écologique, locale et pourvoyeuse d'emplois, la filière bois a de l'avenir, qu'il s'agisse du bois de construction ou du bois énergie. Suite à la hausse des prix des granulés bois en 2023, nous avons remis, avec ma collègue Louise Morel, un rapport et une liste de recommandations à la ministre de la Transition énergétique et au ministre chargé de l'Industrie.

- **Saisir l'Autorité de la Concurrence pour mesurer la part de spéculation** ;
- **Favoriser l'auto-suffisance française** et contrôler la qualité des granulés en créant un Label « Pellets français » ;
- **Encourager la construction bois** ;
- Poursuivre une **politique de soutien aux collectivités et aux particuliers**.

✓ **MON ACTION** > Rapport d'initiative parlementaire sur la hausse extraordinaire des prix des granulés bois.

SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE

« Accélérer la réindustrialisation en produisant de manière durable et décarbonée

La loi pour soutenir l'industrie verte poursuit un double objectif : créer de nouveaux emplois et produire plus proprement en faisant de la France le leader sur les technologies vertes en Europe.

- **Renforcer la planification industrielle** dans les territoires ;
- **Diviser par deux les délais d'implantation des usines** en accélérant les procédures d'autorisation et de réhabilitation des friches ;
- **Création d'un label industrie verte** pour aider à identifier les placements vertueux.

✓ **J'AI VOTÉ** > La loi Industrie verte pour accélérer la transition écologique.

Visite de l'entreprise ANTOLIN à Besançon.



AGRICULTURE

« Si nous voulons, encore, à l'avenir, manger Français, la question du revenu des agriculteurs est centrale. Défendre nos agriculteurs, c'est mettre fin au partage inéquitable de la valeur. Je suis à leurs côtés car il y a urgence à redonner espoir à ceux qui nous nourrissent.

ACCORDS COMMERCIAUX

« Quand on impose des contraintes à nos agriculteurs, on doit les imposer à l'alimentation qu'on importe

✓ **J'AI VOTÉ** > Contre l'accord commercial entre l'Union Européenne et le Mercosur s'il n'est pas conditionné au respect des normes de production européennes.

PARTAGE DE LA VALEUR

« Rééquilibrer le rapport de force entre les agriculteurs et la grande distribution

Le but de la loi Egalim 3 est d'accroître la protection des agriculteurs et de protéger leur rémunération dans leurs relations commerciales avec la grande distribution.

✓ **J'AI VOTÉ** > La loi renforçant l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs.

TRANSMISSION

« Soutenir les agriculteurs locaux dans leurs projets d'installation et de développement

La gestion calamiteuse des fonds européens par la Région Bourgogne-Franche-Comté a mis en difficulté de nombreux projets d'installation de jeunes agriculteurs. Le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau a réagi en annonçant la reprise de la gestion d'une partie des dossiers de subvention afin d'accélérer le versement des aides.

✓ **MON ACTION** > Interpellation et demande d'intervention du ministre de l'Agriculture pour accélérer le versement des fonds européens en soutien des agriculteurs de Bourgogne-Franche-Comté.

MOBILITÉS

« Et si nous parvenions enfin à restreindre les poids-lourds en transit sur la RN83 ?

Les nuisances provoquées par le passage des poids-lourds insécurisent les habitants des communes traversées par la RN83. Avec le sénateur Jean-François Longeot, nous menons depuis un an un travail constructif avec le préfet, les maires, les associations de riverains, les transporteurs routiers et la société d'autoroute.

✓ **MON ACTION** > Nous avons obtenu l'étude d'une restriction de la circulation des poids-lourds en transit sur la RN83 entre Beure et Bersaillin.

« L'achèvement du contournement Ouest de Besançon par la RN57 retenu dans le contrat de plan État-Région

L'aménagement d'une 2x2 voies qui solutionne les embouteillages entre Micropolis et Beure est attendu des habitants et des élus depuis très longtemps. Il y a encore quelques mois, ce projet était très loin de figurer dans la liste des projets retenus par l'État. Avec mes collègues parlementaires du département, nous l'avons fortement soutenu au plus haut niveau de l'État, en région et à Paris. Son financement est désormais inscrit.

✓ **MON ACTION** > Intervention auprès du ministre des Transports, du préfet de Région et du Doubs et de la présidente de Région.

CONSTRUIRE ET TRAVAILLER ENSEMBLE

Je suis convaincu que c'est par la proximité que nous réconcilierons les Français avec la politique.



Visite de la scierie Moyne à Liesle.



Visite de la Papeterie Zuber Rieder à Boussières.



Visite du CAEC Bole-Senot à Paroy.



Visite du salon de l'agriculture à Paris.

1^{re} CIRCONSCRIPTION DU DOUBS

Communauté de Communes du Val Marnaysien



Vous écouter, vous rencontrer, agir ensemble



PERMANENCES DE PROXIMITÉ EN MAIRIE

J'ai à cœur d'entretenir un dialogue direct avec les habitants, les associations, les entreprises et les élus. La proximité, ce n'est pas seulement être présent lors des campagnes électorales.

Comme je m'y étais engagé, je mets en place des permanences de proximité dans les mairies des communes de la circonscription. Je reçois sur rendez-vous toutes les personnes qui souhaitent me rencontrer et échanger sur une difficulté personnelle, un texte de loi débattu à l'Assemblée nationale, un projet...

DATE	MATIN	APRÈS-MIDI
Vendredi 19 avril	Torpes	Rouhe
Vendredi 31 mai	Les Auxons	Chevigny-sur-l'Ognon
Vendredi 28 juin	Avanne-Aveney	Epeugney
Vendredi 20 septembre	Étrabonne	Liesle
Vendredi 11 octobre	Vorges-Les-Pins	Samson
Vendredi 29 novembre	Burgille	Chemaudin-et-Vaux
Vendredi 13 décembre	Arc-et-Senans	Roset-Fluans



LES RENCONTRES ONT LIEU SUR RENDEZ-VOUS

Inscription : laurent.croizier@assemblee-nationale.fr ou par téléphone **09 80 81 44 80**

Je suis bien évidemment disponible en dehors de ces dates à ma permanence parlementaire. Je peux également me déplacer dans vos locaux ou tout simplement chez vous.

INSCRIVEZ-VOUS À MA LETTRE D'INFORMATION



Laurent CROIZIER
Député du Doubs

Permanence parlementaire
5A rue Alfred de Vigny – 25000 Besançon
Tél. **09 80 81 44 80**
laurent.croizier@assemblee-nationale.fr



Pour en savoir encore plus, rendez-vous sur laurentcroizier.fr ou scannez ce QR Code

